

STATUTS

Association des Assurés Cocoon

Association régie par la Loi du 1er juillet 1901
et par le décret du 16 août 1901
Siège social : 12 rue de Kerogan – 29000 QUIMPER

Sommaire

Article 1. DÉNOMINATION.....	4
Article 2. SIÈGE	4
Article 3. DURÉE.....	4
Article 4. OBJET	4
Article 5. MEMBRES.....	4
5.1. MEMBRES STATUTAIRES	4
5.2. MEMBRES ADHÉRENTS DE DROIT	4
5.3. MEMBRES BIENFAITEURS	5
5.4. MEMBRES D'HONNEUR	5
Article 6. DÉMISSION, EXCLUSION, DÉCÈS, RADIATION.....	5
Article 7. RESPONSABILITÉ DES MEMBRES.....	5
Article 8. OPPOSABILITÉ AUX MEMBRES	5
Article 9. RESSOURCES, DÉPENSES, DROIT D'ENTRÉE, COTISATIONS ET FONDS SOCIAL	5
9.1. RESSOURCES DE L'ASSOCIATION	5
9.2. DÉPENSES DE L'ASSOCIATION.....	6
9.3. DROIT D'ENTRÉE – COTISATION	6
Article 10. CONSEIL D'ADMINISTRATION	6
10.1. COMPOSITION.....	6
10.2. QUALITÉ DE PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION	6
10.3. QUALITÉ D'ADMINISTRATEUR.....	7
10.4. FIN DE MANDAT	7
10.5. TENUE DES RÉUNIONS ET DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL	7
10.6. POUVOIRS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	7
10.7. FONCTIONS ET POUVOIRS DU BUREAU.....	8
10.8. RÉMUNÉRATION.....	8

Article 11. ASSEMBLÉE GÉNÉRALES.....	8
11.1. CONVOCATION.....	8
11.2. DROIT DE VOTE.....	9
11.3. TENUE DES ASSEMBLÉES.....	9
11.4. PRÉROGATIVES DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE	9
11.5. PRÉROGATIVES DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE	10
Article 12. COMPTES DE L'ASSOCIATION	10
12.1. EXERCICE SOCIAL.....	10
12.2. COMPTABILITÉ – COMPTES SOCIAUX	10
12.3. COMMISSAIRE AUX COMPTES.....	10
Article 13. RÈGLEMENT INTÉRIEUR.....	10
Article 14. DISSOLUTION, LIQUIDATION	10
Article 15. ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE.....	11
Article 16. DÉCLARATION ET PUBLICATION	11

Article 1. DÉNOMINATION

L'Association a pour dénomination « Association des Assurés Cocoon ».

Article 2. SIÈGE

Le siège social est fixé à 12 rue de Kerogan, 29000 Quimper.

Il pourra être transféré sur simple décision du Conseil d'administration qui dispose à cet effet du pouvoir de modifier les statuts.

Des bureaux de représentation à l'étranger peuvent être créés sur décision du Conseil d'administration. Ces bureaux sont régis selon les présents statuts.

Article 3. DURÉE

L'Association est constituée pour une durée illimitée. Elle prend fin toutefois en cas de dissolution volontaire, statutaire, ou judiciaire.

Article 4. OBJET

Cette Association a pour objet :

- D'étudier, négocier et souscrire, en faveur de ses Membres, des contrats collectifs à adhésion individuelle facultative (ci-après les Contrats) d'assurance (ex: assurance santé, assurance prévoyance, assurance emprunteur), portés par des organismes d'assurances, ainsi que tous services y afférents
- De suivre avec les organismes d'assurance la politique tarifaire prévue au contrat dans le cadre des renouvellements et/ou des modifications de la réglementation et à en rendre compte à la plus proche assemblée générale ;
- De faire évoluer les Contrats souscrits en ajustant les garanties et/ou en procédant à des évolutions pour préserver l'équilibre du Contrat tout en respectant un niveau d'équité entre les Membres ;
- D'informer ses Membres de la situation et de l'évolution des Contrats auxquels ils ont adhéré ainsi que de l'évolution de l'environnement et de la réglementation de l'assurance des personnes en général ;
- D'assurer la représentation des intérêts de ses Membres auprès des organismes d'assurance contractants et, le cas échéant, de Cocoon, Courtier en assurance;

- De réaliser toutes analyses ou études statistiques en lien avec le présent objet de l'Association ;
- D'assurer la défense des intérêts de ses Membres en lien avec l'objet de l'Association;
- D'offrir à ses Membres tous autres services en lien avec l'objet de l'Association.

Dans ce cadre, l'Association et les présents statuts respectent les dispositions des articles L.144-1, L.141-7 et R.141-1 à R.141-9 du Code des assurances.

En vue de la réalisation de son objet, l'Association pourra conclure avec tous les organismes qualifiés tous accords, contrats ou conventions qui lui paraîtront nécessaires pour faciliter les rapports des membres de droit (tels que définis à l'article 5) avec les organismes et améliorer les avantages et individuels dont pourront bénéficier ses Membres.

Article 5. MEMBRES

L'Association se compose de 4 catégories de membres.

Parmi ces catégories figurent des membres de droit, adhérents aux Contrats souscrits par l'Association, et des membres ayant participé à la constitution de l'Association, ayant rendu des services importants et/ou ayant apporté une aide financière.

5.1. MEMBRES STATUTAIRES

Ils sont chargés de la gestion et l'administration de l'Association et sont, à ce titre, dispensés, le cas échéant, du versement du droit d'entrée et de la cotisation associative.

5.2. MEMBRES ADHÉRENTS DE DROIT

Ces Membres adhérents sont divisés en deux catégories :

- << Particuliers >> : personnes physiques agissant en leur nom propre ou celui de leurs ayants droits.
- << TNS >> : travailleur non-salarié qui ont un statut social particulier qui impose aux bénéficiaires de cotiser auprès de certains organismes sociaux afin de bénéficier en contrepartie d'une protection sociale spécifique portant sur l'assurance maladie et celle de la retraite.

Pour faire partie de l'Association, les Membres doivent être adhérents à un Contrat souscrit par l'Association et être à jour du paiement de leur cotisation associative et/ou du droit d'entrée dont

ils sont redevables au titre du Règlement intérieur.

La qualité de Membre adhérent est acquise à compter de la date de réception de la demande d'adhésion et du paiement de l'éventuel droit d'entrée et/ou de la cotisation associative fixé par le règlement intérieur, sous réserve de l'acceptation de l'adhésion au Contrat par l'organisme assureur.

A défaut d'acceptation par l'organisme assureur, le montant du droit d'entrée et/ou de la cotisation associative seront remboursés au plus tard dans les trente jours qui suivront la notification de refus par l'organisme assureur.

5.3. MEMBRES BIENFAITEURS

Ce sont des personnes physiques ou morales ayant versé un don significatif à l'association, qui les dispense du versement d'un éventuel droit d'entrée. Tout membre bienfaiteur doit être agréé par le Conseil d'administration afin d'obtenir cette qualité. Selon les dispositions du règlement intérieur, ces Membres bienfaiteurs peuvent être tenus ou exonérés de cotisation associative.

5.4. MEMBRES D'HONNEUR

Ce sont des personnes physiques ou morales désignées et ainsi distinguées par le Conseil d'Administration pour les services rendus ou l'appui moral apporté à l'Association. Les membres d'honneur sont dispensés, le cas échéant, du versement du droit d'entrée et de la cotisation associative, mais ils ne disposent, en contrepartie, d'aucune voix délibérative.

Article 6. DÉMISSION, EXCLUSION, DÉCÈS, RADIATION

La qualité de Membre se perd:

- Pour les personnes physiques, en cas de décès ;
- Par la démission adressée au siège de l'Association par courrier recommandé avec accusé de réception à l'intention du Président, auquel devront être joints la copie du courrier de résiliation de l'adhésion aux assurances souscrites par l'Association. Lesdites résiliations devant respecter les conditions définies par les contrats d'assurance concernés ;
- La disparition de l'une quelconque des conditions nécessaires à l'acquisition de la qualité de Membre, telle que la perte de la qualité d'adhérent à un Contrat souscrit par l'Association;

- Par radiation prononcée par le Conseil d'administration pour infraction aux présents statuts ou lorsque le comportement se sera avéré contraire aux intérêts financiers et moraux de l'Association, l'intéressé ayant été préalablement invité à faire valoir ses moyens de défense par écrit ;
- Le non-paiement du droit d'entrée et/ou de la cotisation associative définie dans le Règlement intérieur.

La perte de la qualité de Membre de l'Association emporte résiliation de l'adhésion au Contrat.

Article 7. RESPONSABILITÉ DES MEMBRES

Aucun Membre de l'Association, à quelque titre qu'il en fasse partie, n'est personnellement responsable des engagements contractés par elle; seul en répond le patrimoine de l'Association.

Article 8. OPPOSABILITÉ AUX MEMBRES

Lors de leur adhésion à l'Association et au Contrat, les adhérents reçoivent une notice d'information valant conditions générales mentionnant notamment, les conditions et conséquences d'une résiliation du Contrat par l'Association souscriptrice ou l'organisme assureur. Ces documents sont opposables aux adhérents.

Article 9. RESSOURCES, DÉPENSES, DROIT D'ENTRÉE, COTISATIONS ET FONDS SOCIAL

9.1. RESSOURCES DE L'ASSOCIATION

Celles-ci se composent de :

- Des droits d'entrée et Cotisations associatives de ses Membres adhérents de droit et des Membres bienfaiteurs
- Du revenu de ses biens
- Des sommes perçues en contrepartie des prestations fournies par l'association
- Des subventions ou versements autorisés par la loi
- De toute autre ressource non interdites par la loi

9.2. DÉPENSES DE L'ASSOCIATION

Elles sont constituées par toutes les sommes nécessaires à son fonctionnement et à sa représentation. Elles sont ordonnées par le Conseil d'administration ou par toute autre personne, par lui mandatée à cet effet.

9.3. DROIT D'ENTRÉE – COTISATION

Les Membres adhérents et les Membres bienfaiteurs peuvent être tenus d'acquitter un droit d'entrée dans l'Association ainsi qu'une cotisation associative.

Le montant ainsi que les modalités de paiement du droit d'entrée et/ou de la cotisation associative sont précisés dans le règlement intérieur et peuvent être révisés chaque année par le Conseil d'administration.

Le droit d'entrée et les cotisations associatives aident l'Association à :

- Mener ses actions de recherche, sélection et souscription de Contrats conformément à son objet ;
- Enregistrer et tenir à jour le registre des Membres adhérents de droit, avec leurs coordonnées et les caractéristiques et références des Contrats auxquels ils ont adhérés ;
- Renforcer ses actions d'entraide et de soutien en faveur des Membres ;
- Honorer ses frais de fonctionnement courants, de communication auprès des Membres ou pour promouvoir l'Association, ou ses charges statutaires (comme la tenue des assemblées générales, des conseils d'administration, ou les frais d'enregistrement d'actes afférents).

Article 10. CONSEIL D'ADMINISTRATION

10.1. COMPOSITION

Les membres du Conseil d'administration (ci-après désigné « Administrateur ») sont élus par l'Assemblée générale.

Le Conseil d'administration se compose au minimum de trois (3) et au maximum de cinq (5) Administrateurs. Les premiers Administrateurs sont désignés par l'Assemblée générale constitutive. Par la suite le Conseil d'administration est renouvelé tous les trois (3) ans, les nouveaux membres étant désignés par le Conseil d'administration en place et soumis à la ratification de l'Assemblée

générale suivante. Les membres sortants sont immédiatement rééligibles.

Le Conseil d'administration est composé, pour plus de la moitié, d'Administrateurs ne détenant ou n'ayant détenu, au cours des deux années précédant leur désignation, aucun intérêt ni aucun mandat dans les organismes d'assurance signataires des Contrats souscrits par l'Association, et ne recevant ou n'ayant reçu au cours de la même période aucune rétribution de la part de ces mêmes organismes.

Tout Administrateur venant, en cours de mandat, à détenir un mandat ou à recevoir une rétribution quelconque de la part de l'un des organismes d'assurance signataire d'un Contrat souscrit par l'Association, s'engage à en informer immédiatement le Président par courrier recommandé avec accusé de réception.

Pour le cas où cette déclaration viendrait à faire passer le nombre d'Administrateurs ne détenant ou n'ayant détenu, au cours des deux années précédant leur désignation, aucun intérêt ni aucun mandat dans les organismes d'assurance signataires des Contrats souscrits par l'Association, et ne recevant ou n'ayant reçu au cours de la même période aucune rétribution de la part de ces mêmes organismes, à moins de 51%, l'Administrateur en question perdra automatiquement sa qualité d'Administrateur et il sera procédé à son remplacement conformément au présent article.

En cas de vacance d'un Administrateur par décès, démission ou toute autre cause, et si cela fait baisser le nombre d'Administrateurs en dessous de 3 ou le pourcentage évoqué au paragraphe ci-dessus en dessous de 51%, le Conseil d'administration pourvoit provisoirement au remplacement dudit Administrateur. Le remplacement définitif intervient à la prochaine Assemblée générale. Les mandats des Administrateurs ainsi élus prennent fin à l'époque où devait normalement expirer le mandat des Administrateurs remplacés.

A défaut de ratification, les délibérations et les actes accomplis par le Conseil d'administration depuis la nomination provisoire n'en demeureront pas moins valables.

10.2. QUALITÉ DE PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION

L'Association est dirigée par un président, personne physique, pris parmi les membres du comité exécutif de la SAS Adelaïde (RCS QUIMPER 398 162 099). Il est désigné, pour une durée limitée à la durée de son mandat auprès de la SAS Adelaïde.

Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de l'Association, dans la limite de l'objet social.

Il peut déléguer les pouvoirs qu'il juge convenable et constituer tous mandataires spéciaux et temporaires.

10.3. QUALITÉ D'ADMINISTRATEUR

Un Administrateur peut être une personne physique ou une personne morale. Si l'Administrateur est une personne morale, celle-ci désigne son représentant permanent au Conseil d'administration.

Pour être éligible au Conseil d'administration, toute personne physique ou morale doit être Membre de l'Association et à jour de l'éventuelle cotisation associative, et cette personne physique ou le représentant désignée par cette personne morale, doit être âgé de 18 ans au moins le jour de l'élection.

Toute nouvelle candidature devra être portée à la connaissance du président du Conseil d'administration par courrier recommandé reçu au moins trente jours avant la date de l'Assemblée générale accompagnée :

- De la copie d'une pièce d'identité;
- D'une attestation sur l'honneur de non-condamnation ou mesures mentionnées aux 1^o à 3^o du I de l'article L 322-2 du Code des Assurances;
- D'une attestation mentionnant l'existence ou la non-existence à son bénéfice de mandat ou d'éventuelle rétribution provenant de l'un des organismes d'assurance signataire d'une convention d'assurance avec l'Association.

Nul ne peut être membre du Conseil d'administration de l'Association, ni directement ou indirectement ou par personne interposée, administrer ou gérer à titre quelconque l'Association, ni disposer du pouvoir de signer pour le compte de l'Association s'il a fait l'objet d'une des condamnations ou mesures mentionnées aux 1^o à 3^o du I de l'article L 322-2 du Code des assurances.

10.4. FIN DE MANDAT

Le mandat d'Administrateur prend fin:

- Par le décès;
- Par la démission;
- Par la perte de qualité requise au titre de laquelle la nomination est intervenue;
- Par la révocation prononcée par l'assemblée

générale, ladite révocation pouvant intervenir sur incident de séance;

- Par l'absence aux réunions du conseil et aux travaux de ce dernier pendant une année (selon les dispositions de l'article 10-4);
- Par l'arrivée au terme, à l'issue de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice passé, tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat.

10.5. TENUE DES RÉUNIONS ET DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL

Le Conseil d'administration se réunit, sur convocation du Président, aussi souvent que l'intérêt de l'Association l'exige. La convocation pourra être effectuée par tous moyens à sa convenance. Les réunions peuvent être tenues par conférence téléphonique ou tout autre moyen de communication à distance.

Les convocations, adressées au minimum 15 jours avant la réunion, par courrier, courriel ou sms, comprennent un ordre du jour prévisionnel. L'ordre du jour définitif est arrêté au moment de l'ouverture de la séance. Seules les questions figurant à l'ordre du jour peuvent faire l'objet d'un vote.

Les délibérations du Conseil d'administration font l'objet d'un procès-verbal consigné, sans blanc ni rature, dans un registre des délibérations et signé par le Président et au moins un des Administrateurs, qui peuvent ensemble ou séparément en délivrer des copies ou des extraits.

Le Conseil d'administration ne délibère valablement que si plus de la moitié des Administrateurs est présente. Les décisions du Conseil d'administration sont prises à la majorité des Administrateurs présents. En cas d'égalité, la voix du président est prépondérante.

Tout Administrateur qui, sans excuse, n'aura pas assisté aux réunions successives du conseil d'administration, pendant une année, pourra être exclu par décision du conseil d'administration, après avoir été mis en mesure de présenter ses observations.

10.6. POUVOIRS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'administration est investi d'une manière générale des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de l'Association et l'administrer, dans les limites de son objet et, le cas échéant, dans la limite des pouvoirs conférés par l'Assemblée générale. Il peut donner toute délégation de pouvoir au Président ou

à un membre du bureau, notamment pour agir en justice.

Notamment, le Conseil d'administration :

- Met en œuvre les décisions de l'Assemblée générale, organise et anime la vie de l'Association;
- Fixe l'ordre du jour des Assemblées et procède à leur convocation ;
- Arrête les comptes et prépare le budget. Il détermine en conséquence le montant de l'éventuel droit d'entrée et/ou de la cotisation associative à verser par les Membres de l'Association;
- Établit un rapport annuel sur la vie de l'Association ainsi que sur le fonctionnement des Contrats souscrits par elle.

Le conseil d'administration élit chaque année, parmi les Administrateurs, à la majorité des suffrages exprimés, un bureau comprenant : un président, un secrétaire, un trésorier et éventuellement ses adjoints. Les membres du bureau sortant sont rééligibles. Une même personne physique peut cumuler deux fonctions au sein du bureau.

Le Conseil d'administration peut également se faire assister de toutes personnes qu'il jugera utile, adhérentes ou non à l'association.

10.7. FONCTIONS ET POUVOIRS DU BUREAU

Les membres du bureau ont la qualité de Membre statutaire. Ils sont spécialement investis des attributions suivantes :

- Le président dirige les travaux du Conseil d'administration et assure le fonctionnement de l'Association. Il la représente en justice et dans tous les actes de la vie civile. Il est investi de tous pouvoirs à cet effet. Il peut déléguer ses pouvoirs à un autre Administrateur. En cas d'empêchement, il est suppléé par le secrétaire.
- Le secrétaire est chargé de la correspondance, notamment l'envoi des diverses convocations des organes de l'Association. Il rédige les procès-verbaux des réunions et délibérations et les transcrit sur les registres. Il assure l'exécution des formalités prescrites par la loi.
- Le trésorier est chargé de la gestion du patrimoine propre de l'Association et de la tenue des comptes. Il perçoit les recettes et se charge de l'appel des cotisations associatives. Il effectue, sous le contrôle du président tous

paiements. Il crée, signe, accepte, endosse, acquitte tout chèque ou ordre de virement pour le fonctionnement des comptes. Il ne peut aliéner les valeurs constituant les fonds de réserve qu'avec l'autorisation du conseil d'administration. Il rend compte chaque année de sa gestion à l'assemblée générale qui statue sur les comptes.

10.8. RÉMUNÉRATION

Les fonctions d'Administrateurs sont généralement gratuites. Toutefois, un jeton de présence, pour chaque participation à une réunion du Conseil d'administration (physique ou à distance) pourra être versé aux Administrateurs à chaque participation.

Les frais et débours occasionnés par l'accomplissement de leur mandat leur sont remboursés au vu des pièces justificatives. Les membres du bureau y compris le Président peuvent percevoir des indemnités et avantages au titre de leur fonction. Si tel est le cas, ils ne pourront pas recevoir de jetons de présence.

Le montant de la rémunération éventuelle des Administrateurs et/ou des membres du bureau est défini par décision du Conseil d'administration dans les limites fixées par l'Assemblée générale.

Le président du Conseil d'administration communique chaque année, par un rapport financier présenté à l'Assemblée générale ordinaire, le montant des paiements d'indemnités, avantages, jetons de présence et remboursements de frais et débours effectués à des Administrateurs. Le rapport doit également présenter les rémunérations versées par les entreprises d'assurances à un ou plusieurs membres du conseil d'administration en liaison avec les Contrats souscrits.

Article 11. ASSEMBLÉE GÉNÉRALES

11.1. CONVOCATION

Les Membres de l'Association au jour de la décision de la convocation, en règle du paiement de l'éventuelle cotisation associative, sont réunis au moins une fois par an en assemblée générale ordinaire et en tant que de besoin en assemblée générale extraordinaire.

Les assemblées se réunissent sur convocation du président de l'Association.

Les convocations aux assemblées générales ordinaires et extraordinaires doivent être adressées au moins trente (30) jours avant la date fixée pour

la réunion de l'assemblée.

Des Assemblées générales extraordinaires peuvent en outre être convoquées à la demande d'au moins un dixième (10%) des Membres. Dans ce cas, les convocations à l'Assemblée générale extraordinaire doivent être adressées dans les huit jours du dépôt de la demande.

La convocation est nominative. Elle est valablement faite au choix du Conseil d'administration par lettre simple, courrier électronique ou autre moyen de communication à distance.

Les convocations doivent mentionner obligatoirement la date, l'heure, le lieu et l'ordre du jour prévus et fixés par les soins du Conseil d'administration ainsi que les éventuelles propositions de résolution présentées par le conseil d'administration et celles communiquées dans les délais présentés ci-après.

Sont portées à l'ordre du jour les propositions de résolution signées par au moins un dixième (10%) des Membres, ou à défaut cent (100) d'entre eux si le dixième (10%) des Membres est supérieur à cent (100), dès lors qu'elles ont été communiquées par courrier recommandé au président du conseil d'administration soixante (60) jours au moins avant la date fixée pour la tenue de l'assemblée.

Seules seront valables les résolutions prises par l'Assemblée générale sur les points inscrits à son ordre du jour.

11.2. DROIT DE VOTE

Tout Membre de l'Association dispose d'un droit de vote et d'une voix à l'assemblée générale, à l'exclusion des Membres d'honneur. Ce droit de vote peut être exercé par correspondance ou de façon électronique.

Chaque Membre adhérent de droit « Particulier », ne peut être représenté que par un autre Membre adhérent de droit « Particulier ». Les Membres adhérents de droit « Entreprise » ne peuvent être représentés que par leur représentant légal.

Chaque Membre a la faculté de donner mandat à un autre Membre ou à son conjoint. Un même Membre ne peut disposer de plus de cinq (5) votes, dans la limite de cinq pour cent (5%) des droits de vote. Le mandat donné vaut pour une seule assemblée générale ou deux si, lors de la première convocation, le quorum n'est pas atteint ou si deux assemblées – ordinaire et extraordinaire – se tiennent le même jour.

Les pouvoirs en blanc retournés à l'Association sont

attribués au président et donnent lieu à un vote en faveur de l'adoption des projets de résolution présentés ou agréés par le conseil d'administration.

11.3. TENUE DES ASSEMBLÉES

La présidence de l'Assemblée générale appartient au président du Conseil d'administration qui peut déléguer ses fonctions à un autre Administrateur.

L'Assemblée générale ordinaire ou extraordinaire ne peut valablement délibérer que si au moins un trentième (1/30) des Membres, ou à défaut mille (1000) d'entre eux sont présents, représentés ou ont fait usage de la faculté de vote par correspondance. Si, lors de la première convocation, l'Assemblée générale n'a pas réuni ce quorum, une seconde Assemblée générale est convoquée. Elle délibère alors valablement quel que soit le nombre de Membres présents, représentés ou ayant fait usage de la faculté de vote par correspondance.

Les Assemblées générales ordinaires ou extraordinaires pourront se tenir en physique ou à distance par tout moyen de communication à distance permettant de respecter les règles de vote précisées par les présents statuts.

Les délibérations sont consignées par des procès-verbaux inscrits sur un registre spécial et signées par le président et le secrétaire. Les procès-verbaux peuvent être consultés au siège de l'Association.

Il est tenu une feuille de présence qui est signée par chaque Membre présent et certifiée conforme par le président et le secrétaire.

Dans la limite des pouvoirs qui sont conférés à l'assemblée générale par les présents statuts, les décisions d'assemblée générale s'imposent à tous les Membres, en ce compris les absents, ceux qui se sont abstenus et ceux qui ont votés contre.

11.4. PRÉROGATIVES DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

Au moins une fois par an, les Membres sont convoqués en Assemblée générale ordinaire dans les conditions prévues précédemment.

L'Assemblée générale entend:

- Le rapport sur la gestion établi par le conseil d'administration portant notamment sur le fonctionnement des conventions d'assurance souscrites par l'association. Ce rapport est tenu à la disposition des adhérents qui en font la demande ;
- Les rapports du commissaire aux comptes;

- Le rapport « moral » de gestion du conseil d'administration exposant la situation de l'association et son activité au cours de l'exercice écoulé ;
- Le rapport financier établi par le trésorier.

L'Assemblée générale, après avoir délibéré et statué sur les différents rapports, approuve les comptes de l'exercice clos (année civile), définit les principales orientations à venir en se prononçant sur le budget correspondant et délibère sur toutes les autres questions qui figurent à l'ordre du jour, exception faite de la révocation de membres du Conseil d'administration pouvant intervenir sur incident de séance.

Elle pourvoit au renouvellement des membres du Conseil d'administration dans les conditions prévues à l'article 10 des présents statuts.

Elle autorise la conclusion de tous les actes excédant les pouvoirs conférés au Conseil d'administration.

Conformément aux dispositions de l'article R141-6 du code des Assurances, elle autorise également la signature d'avenants aux contrats d'assurance de groupe souscrits par l'association. Elle peut toutefois déléguer au Conseil d'administration, par une ou plusieurs résolutions et pour une durée qui ne peut excéder dix-huit mois, le pouvoir de signer un ou plusieurs avenants dans des matières que la résolution définit. Le conseil d'administration exerce ce pouvoir dans la limite de la délégation donnée par l'Assemblée générale, et en cas de signature d'un ou plusieurs avenants, il en fait rapport à la plus proche assemblée.

Les décisions de l'Assemblée générale ordinaire sont adoptées à la majorité des votes exprimés.

Toutes les délibérations sont prises à main levée ou par correspondance.

Pour l'élection des membres du Conseil d'administration, le vote secret est obligatoire.

11.5. PRÉROGATIVES DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

L'Assemblée générale extraordinaire statue sur les questions qui sont de sa seule compétence: les modifications à apporter aux statuts, les opérations de fusion ou de dissolution.

Elle est convoquée dans les conditions définies précédemment.

Les décisions sont adoptées à la majorité des deux tiers des voix des Membres présents ou représentés.

Les votes ont lieu à main levée ou par correspondance.

Article 12. COMPTES DE L'ASSOCIATION

12.1. EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Exceptionnellement le premier exercice débute le jour de la publication d'un extrait de la déclaration de l'Association au Journal Officiel pour finir le 31 décembre 2021.

12.2. COMPTABILITÉ – COMPTES SOCIAUX

Il est tenu une comptabilité régulière des activités et opérations de l'Association. Le trésorier établit ou fait établir sous sa responsabilité, chaque année, un bilan et un compte de résultat et tout autre document nécessaire.

12.3. COMMISSAIRE AUX COMPTES

Le Conseil d'administration peut proposer à l'Assemblée générale, par choix ou pour se conformer aux exigences légales, la nomination d'un commissaire aux comptes titulaire et d'un commissaire aux comptes suppléant.

Le commissaire aux comptes exerce sa mission de contrôle dans les conditions prévues par la loi et les normes professionnelles.

Article 13. RÈGLEMENT INTÉRIEUR

Le bureau ou le Conseil d'administration peuvent établir un ou plusieurs règlements intérieurs, avec l'objectif de préciser et compléter les règles de fonctionnement de l'Association.

Ces règlements intérieurs s'imposent aux Membres présents et futurs de l'Association au même titre que les règles statutaires.

Article 14. DISSOLUTION, LIQUIDATION

La dissolution de l'Association, sa fusion ou son union avec un autre organisme, ne peuvent être décidées, sur proposition du conseil d'administration, que par une assemblée générale extraordinaire, selon les

conditions prévues ci-dessus. L'assemblée générale extraordinaire désigne un ou plusieurs liquidateurs, qui jouiront des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif et acquitter le passif.

Conformément à l'article L141-6 du code des assurances, en cas de liquidation ou de dissolution de l'association, les adhésions en cours au jour de la dissolution ou de la liquidation, se poursuivront de plein droit entre les organismes assureurs et les personnes antérieurement adhérentes au contrat.

Article 15. ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Les membres de l'association font attribution de compétence au Tribunal de Grande Instance de Paris pour régler les litiges pouvant survenir entre eux.

Article 16. DÉCLARATION ET PUBLICATION

Le Conseil d'administration remplira les formalités de déclaration et de publication prescrites par la loi. Tous pouvoirs sont conférés à cet effet au porteur d'un original des présentes.

Fait en quatre (4) exemplaires originaux.

Pour :	Pour :
Nom du signataire :	Nom du signataire :
Qualité du signataire :	Qualité du signataire :
Date, lieu et signature :	Date, lieu et signature :
Cachet :	Cachet :

Le signataire doit être habilité à prendre un engagement contractuel.

